

[www.leasehold-outrage.com](http://www.leasehold-outrage.com) – L'arrière de Jefferson House



juillet 2002



septembre 2005

## Sommaire du cas

L'affaire découle d'une demande de « *charges de service* » de £736,000/€900,000 (£1 = €1.23, à juillet 14) - sans preuve à l'appui - aux locataires à long terme (\*) de [Jefferson House, 11 Basil Street, Londres SW3 1AX, Royaume-Uni](#) - prétendant faussement que c'était « *pour des travaux conformes au bail* » (\*)

En fait, en dépit des démentis répétés avec véhémence, cette somme a été utilisée principalement pour construire un énorme penthouse (appartement de grand standing, construit au dernier étage), (vendu pour £3.9m/€4.8m), ainsi que l'addition de 3 autres appartements - et travaux rattachés.

Deux cours de 'justice' de Sa Majesté, ainsi qu'un tribunal, avec le soutien de sa police, ont joué un rôle clé dans la réalisation de l'escroquerie.

Bien que j'accepte « *une offre* », en règlement de la soi-disant dette – que je ne devais pas – 'mon audace' à m'opposer contre la fraude, c'est-à-dire : le crime organisé – m'a mené à subir plus de persécution :

- menace de faillite et de dépossession de mon appartement, suivi par une autre action abusive en justice ;
- de nombreuses autres demandes de plus en plus élevées de « *charges de service* » sans aucun justificatif ;
- « *rapports de criminalité* » diffamatoires et malveillants traités contre moi par la police ;
- suivie, traquée et harcelée quotidiennement, et deux menaces de mort ;
- interférence avec *tous* mes moyens de communication, qui inclut la rétention d'articles importants ;
- perte de plus de £1 million/€1.23m potentiel de salaire et de retraite dû au fait que je ne n'ai pas pu travailler pendant 8 ans, suite aux événements avec mon employeur ;
- perte de plus de £150,000/€185,000 des économies de ma vie, très durement gagnées...

...- ajoutés à de nombreux autres coûts.

(NB : Durant 9 ans, les juges de Sa Majesté m'ont dénié accès à la justice et réparation 9 fois, y compris à la Cour Européenne des Droits de L'homme, lorsqu'un juge Britannique présidait).

(\*) Voir les Notes sur la page suivante.

## [English version of the document](#)

Si le lien ne s'ouvre pas, essayez avec:  
If the link does not open, try with:





## NOTES – LE SYSTÈME ‘LEASEHOLD’ :

En Angleterre et Pays de Galle, les appartements sont en général vendus sur la base d’un bail (une ‘**lease**’) dont la durée peut aller jusqu’à 100 ans et plus. C’est un système féodal.

La ‘lease’ fait que le locataire est un ‘**leaseholder**’, ou ‘**tenant**’ – pour lequel la traduction est ‘locataire à long terme’ – d’un ‘**leasehold apartment**’. (Il y a au moins 4 millions de ‘leaseholders’ au Royaume Uni).

Souvent difficiles à comprendre (par ex. [mon Bail](#)), beaucoup de ces baux sont comme une forme d’esclavage: droits principalement pour le propriétaire, et obligations, ainsi que restrictions principalement pour le leaseholder – et ceci dans un contexte où les lois ‘landlord-tenant’ minimisent de plus en plus les soi-disant ‘droits’ des leaseholders (voire exemples des ‘réformes’ sous le [Commonhold and Leasehold Reform Act 2002](#) qui, 12 ans plus tard, ne sont pas en vigueur, et ont enlevé des droits sous d’autres lois).

Le propriétaire, ou bailleur du leaseholder : ‘**landlord**’ peut-être le propriétaire à perpétuité de l’immeuble et du terrain : ‘**freeholder**’, ou un ‘**headlessor**’ : propriétaire intermédiaire entre le leaseholder et le freeholder. Il peut aussi y avoir un autre intermédiaire : un ‘**superior headlessor**’, positionné entre le headlessor et le freeholder. (Tous : souvent [des pyramides de compagnies off-shore bidon, avec des directeurs fictifs](#), derrière lesquelles se cachent les propriétaires – qui sont assez fréquemment des escrocs, certains à grande échelle).

Le prix d’un ‘**leasehold apartment**’ est en général autant que si l’appartement était acheté à perpétuité – comme on peut le constater lorsque l’on compare par exemple les prix entre Londres et les autres capitales européennes.

Durant le bail, le leaseholder paie pour TOUS les frais d’entretien de l’immeuble et, suivant le bail (ou, comme dans le cas de mon immeuble, en violation du bail), aussi pour les frais d’aménagements. Souvent, le propriétaire nomme un intermédiaire, ou ‘**managing agent**’, pour s’occuper de l’entretien de l’immeuble et encaisser les charges de services, etc. – qui, bien que payé par les leaseholders, ne prend ses ordres que du propriétaire.

Comme démontré par l’évidence - contrairement aux apparences, ces agents (dans mon cas, maintenant, [Martyn Gerrard](#), qui se dit être membre, et ‘par conséquent’ « [règlementé](#) » par le **Royal Institution of Chartered Surveyors (RICS)** (‘**surveyors**’: expert en immobilier), et l’**Association of Residential Managing Agents (ARMA)**), ne sont *pas du tout* règlementés (comme les landlords), ce qui mène à une escroquerie énorme et très étendue dans le pays – information relayée, entre autres, par [les fréquents reportages de media \(Overview Note 9\)](#).

À la fin de la ‘lease’ le leaseholder *n’a plus d’appartement*. C’est donc un bien financier qui se déprécie d’année en année, jusqu’à ce qu’il arrive à ‘une valeur’ de zéro. Quant au propriétaire, il a une propriété en parfait état – car les leaseholders ont payé pour tout son entretien, et très souvent : *beaucoup plus*.

Si le leaseholder veut y rester, il faut qu’il/elle rachète l’appartement du propriétaire, c’est-à-dire payer pour un nouveau bail – bien entendu, au prix courant du marché. Et le cycle se répète, expliquant la survie continue des grandes fortunes, ‘[the Great Estates](#)’, propriétaires de beaucoup de terres du pays, avec des milliers de propriétés résidentielles et commerciales ; par exemple ‘[Crown Estate \(la Reine\)](#)’, [Duke of Westminster](#), [Earl of Cadogan](#), l’Eglise, etc., les principaux avec des [patrimoines évalués à plus de 10 milliards d’Euros](#) chaque. (Le Duke of Westminster est celui qui [avait acheté le Marché aux Puces à Paris](#), et s’est vu [montré ‘la porte du retour’ en Grande Bretagne en 2014](#)).

## CONTENU

1	Événements .....	5
1.1	2001 – Annonce « <i>des travaux</i> », et mon dépôt d'une plainte pour harcèlement contre Andrew David Ladsky (en vain) auprès de la police.....	5
1.2	La demande de juillet 02 de £736,000/€900,000 pour « <i>les grands travaux</i> ».....	6
1.3	La demande au tribunal d'août 02 par une société inexistante, et sa menace de « <i>dépossession</i> » de mon appartement .....	6
1.4	À 'l'audience préliminaire' du tribunal en octobre 02, le tribunal a dit aux leaseholders de « <i>ne pas payer</i> » jusqu'à ce qu'il ait publié ses conclusions, et qu'elles soient mises en application .....	7
1.5	Action en justice néanmoins déposée en Novembre 02 contre 14 appartements - et poursuivie ; Andrew Ladsky a aussi porté « <i>plainte</i> » contre moi en janvier 03 à la police .....	7
1.6	Les conclusions du tribunal de juin 03 s'élèvent à une réduction de £500,000/€615,000 de la somme demandée, y compris le fonds de prévoyance .....	8
1.7	En violation du bail, la majorité des leaseholders avait néanmoins été poussée à payer le montant total - avant que le tribunal n'ait publié son rapport.....	8
1.8	En août 04, nomination d'un nouvel entrepreneur en violation des procédures de consultation (qui réduisait la somme globale pouvant être exigée à £8,740/€10,800), et ignorant totalement les conclusions du tribunal.....	9
1.9	À partir de septembre 04, la construction du penthouse qui « <i>n'allait pas être construit</i> », « <i>parce que ce n'était pas une proposition réalisable</i> », a été décrite par « <i>remplacement de toiture d'asphalte</i> » ; 3 autres appartements ont également été ajoutés.....	9
1.10	Mon acceptation de 'l'offre PART 36' d'octobre 03, de £6,350/€7,800 (contre la demande £14,400/€17,700) a néanmoins été suivie par une répétition de la demande originale de juillet 02.....	10
1.11	'Le châtime'nt' pour mon site web s'est traduit, en février 07, en une menace « <i>de faillite et de dépossession de mon appartement</i> », suivie par une action en justice qui s'est terminée par un Avis de Désistement de « <i>TOUTES les demandes</i> » ; la cour ne m'a accordé que 30% de mes frais.....	10
1.12	D'autres éléments du 'châtime'nt' ont inclus, en mars 07 : le traitement scandaleux par la police des 'données' d'une « <i>plainte</i> » contre moi par Andrew Ladsky ; décision par mon employeur de l'époque de se joindre à la meute pour m'infliger un régime concerté de harcèlement psychologique criminel - qui m'a amené à démissionner en janvier 08.....	11
1.13	En juillet 10, j'ai reçu une demande sans aucune information de support pour £24,000/€29,500. Ignorant ma correspondance, d'autres demandes, toujours sans justificatif, ont été ajoutées depuis .....	14

1.14	Depuis 2002, Andrew Ladsky me fait traquer, harceler et persécuter et, depuis 2005, a été rejoint en cela par la police et service liés - comme si j'étais une terroriste .....	15
1.15	Ma requête de janvier 12 à la Cour Européenne des Droits de L'homme pour mettre fin au traitement des soi-disant « <i>rappports de criminalité</i> » a été rejetée - en violation de la Convention européenne .....	15
1.16	Le coût financier pour moi.....	16
1.17	Profil des principaux intervenants dans mon cas – jusqu'à présent .....	16
1.18	LA BASE de leurs actions / absence d'action ? .....	17

## 1 Événements

### 1.1 2001 – Annonce « des travaux », et mon dépôt d'une plainte pour harcèlement contre Andrew David Ladsky (en vain) auprès de la police

En **Janvier 01**, dans le contexte de la comédie « [de l'offre d'achat de la headlease](#) » aux leaseholders (LSHs) de [Jefferson House \(JH\)](#), [Andrew David Ladsky](#) <sup>(1)</sup> a envoyé une lettre, datée **25 janv. 01** aux LSHs pour essayer de nous dissuader de poursuivre « l'offre ». A noter, étant donné les événements suivants, ses affirmations :

« Il doit être précisé que les coûts engagés pour la construction de n'importe quel étage supplémentaire à la propriété, ne sera pas payé par les résidents »

« Tous les tenants sont, bien entendu, protégés par les lois 'propriétaire-tenant' pour assurer que ceux qui effectuent n'importe quels travaux le fassent raisonnablement et au meilleur prix possible. »

Avant la lettre ci-dessus, [la responsable de l'Association des Leaseholders pour JH](#), avait signalé souffrir de harcèlement et menaces d'Andrew Ladsky. Elle m'a donné copie de sa lettre du **14 janv. 01** à Ladsky, dans laquelle elle a rapporté Ladsky lui communiquant son intention de mettre en œuvre les menaces suivantes...

«...vous allez poursuivre en justice les résidents de Jefferson House si ils ne vous permettent pas d'agir comme vous le souhaitez ; vous les poursuivrez pour dommages intérêts à hauteur de £500,000 [€615,000] et / ou faillite s'ils décidaient de prendre l'option d'acheter le headlease ; de me poursuivre en justice pour contredire vos opinions. »

Le harcèlement continu a conduit la responsable de l'Association à quitter JH 6 mois plus tard, (comme 'conseillée' par la police locale de [Kensington & Chelsea](#)) – résultant, de ce fait, à la disparition de l'Association, et par conséquent à la suppression d'obstacle aux plans de [Ladsky](#).

Dans sa lettre du **7 juin 01**, [Joan Hathaway, MRICS, Martin Russell Jones \(MRJ\)](#) <sup>(2)</sup>, à l'époque, agents 'de gestion', a annoncé :

«... Un programme de **rénovation tardif** de Jefferson House, **conformément aux termes du bail** - pour commencer à l'automne ». «... **il y a £125,000 [€154,000] dans le fonds de prévoyance... un avis vous sera adressé, en vous donnant les détails du paiement supplémentaire requis vous concernant** »

Dans 'son avis' du **21 déc. 01**, Hathaway a annoncé que le propriétaire alors, « [Steel Services Ltd](#) » <sup>(3)</sup>, avait, sur la base de devis, décidé de nommer [Brian Gale Associates \(BGA\)](#) <sup>(4)</sup> pour

---

<sup>1</sup> Le propriétaire et leader d'activités, qui se cache derrière des [sociétés de papier 'offshore' per ex British Virgin Islands](#), avec 'peut-être' d'autres personnes

<sup>2</sup> MRJ a été acquis par Fifiield Glyn en mai 2013. Les principaux contacts à MRJ étaient : Joan Doreen Hathaway, MRICS (non répertorié comme membre du Royal Institution of Chartered Surveyors en janv. 14), et Barrie Robert Martin, FRICS (toujours sur la base de données du RICS à janv. 14). En ce qui concerne JH, MRJ a été remplacé en environ janv. 11, par [Martyn Gerrard](#).

<sup>3</sup> "Steel Services Ltd" (SS) = [Andrew David Ladsky](#)

<sup>4</sup> [Brian Gale Associates](#) (depuis renommé [www.briangalesurveyors.com](http://www.briangalesurveyors.com))

faire une évaluation de l'état des lieux. [Ladsky](#) menait le processus par derrière, car [les devis](#) ont été envoyés à JH – au lieu de MRJ. Ultérieurement, [Brian Gale, MRICS](#), a admis au cours des audiences du [tribunal](#) que Ladsky était déjà « *un client auparavant* ».

Important : l'avis déclarait : « ***Il y a suffisamment de fonds dans le Fonds de Réserve pour couvrir le coût des travaux*** ».

Le contenu des devis m'a amené à écrire à Hathaway, en [janv. 02](#) que les travaux étaient en fait liés à [un permis de construire qui avait été renouvelé, pour « la construction d'un appartement penthouse »](#). Dans les jours qui ont suivis, j'ai commencé à subir le harcèlement et l'intimidation, ainsi que l'agression par Ladsky (comme je l'ai signalé à [Kensington & Chelsea police](#) - qui n'a pris aucune mesure contre lui, en inventant des histoires afin de le protéger).

## 1.2 La demande de juillet 02 de £736,000/€900,000 pour « les grands travaux »

Dans 'son' soi-disant avis du [15 juillet 02](#), Joan Hathaway, MRICS, a déclaré que, de trois entrepreneurs, l'intention de '[Steel Services](#)' était de nommer Killby & Gayford pour effectuer « les travaux ». En violation de la loi propriétaire-tenant, en seule 'justification' de la demande, 'elle' a fourni [une lettre de l'entrepreneur](#) qui déclarait simplement le montant total – auquel MRJ avait ajouté la TVA et des frais de gestion – portant le total à £736,000/€900,000.

Basé sur [ma part de pourcentage \(1.956%\)](#) des charges de service, [on me demandait £14,400/€17,700](#). (Comparez cela avec, au-dessus : (1)- l'affirmation dans la lettre du [21 déc. 01](#); (2)- les assurances de Ladsky dans sa lettre du [25 janv. 01](#)).

La somme s'élevait à environ 6 fois le coût des rénovations précédentes - et plus serait demandé, car 'Hathaway' avait également écrit: « *la somme citée peut être dépassée en raison soit de modifications ultérieures des spécifications ou de problèmes rencontrés ...* » (3 mois auparavant, dans 'sa' lettre du [26 mars 02](#), 'elle' avait cité un prix de [£1.5m/€1.8m](#) « *qui pourrait être beaucoup plus* »).

## 1.3 La demande au tribunal d'août 02 par une société inexistante, et sa menace de « dépossession » de mon appartement

L'indignation des LSHs conduit 'Steel Services'-MRJ à déposer une demande le [7 août 02](#) au [Tribunal d'arbitrage à Londres \(LVT\)](#) « ***pour déterminer le caractère raisonnable de la demande de £736,000*** ». Toutefois, afin de laisser le temps de tyranniser les LSHs à la soumission, le tribunal a attendu jusqu'à [la mi-octobre 02](#) avant de communiquer l'existence de la demande, et a donné un [préavis de seulement 10 jours](#) d'une soi-disant « *audience préalable* » (29 oct. 02) (de nombreux LSHs habitaient à l'étranger).

En outre, en violation des droits statutaires des LSHs, et de ses obligations, le tribunal a omis d'informer certains, ou beaucoup de l'action.

Dans mon cas, l'intimidation a inclus, entre autres, le notaire de [Ladsky, Lanny Silverstone, CKFT](#), me menaçant dans sa lettre du [7 oct. 02](#) de « *dépossession [forfeiture ; définition] de [mon] appartement, et de contacter [mon] prêteur d'emprunt logement si [je] ne payais pas immédiatement la somme de £14,400 [€17,700]* »

Comme MRJ, il exigeait le paiement au nom d'une société qui *n'existait pas* – étant donné que 'Steel Services' avait été « Radié du registre [des [British Virgin Islands](#)] pour non-paiement de la redevance de licence » (lettre du [8 août 02](#) du BVI à moi).

#### 1.4 À 'l'audience préliminaire' du tribunal en octobre 02, le tribunal a dit aux leaseholders de « ne pas payer » jusqu'à ce qu'il ait publié ses conclusions, et qu'elles soient mises en application

A 'l'audience préliminaire' du [29 oct. 02](#), à ceux d'entre nous qui avons réussi à assister, [le tribunal](#) nous a spécifiquement dit de **ne pas payer** les « charges de service » **jusqu'à** ce que le tribunal ait publié son rapport, et qu'il ait été mis en application. À l'appui de sa position, il nous a donné [une brochure](#) citant le cas de la Cour d'Appel : « *Daejan Properties contre le tribunal* » que « *les tribunaux ont seulement le pouvoir de décider du caractère raisonnable des charges de service contestées qui sont impayées* ».

#### 1.5 Action en justice néanmoins déposée en Novembre 02 contre 14 appartements - et poursuivie ; Andrew Ladsky a aussi porté « plainte » contre moi en janvier 03 à la police

En dépit des directives du tribunal aux LSHs qui ont été entendues par [Ladsky, Hathaway, et compagnie, également présents](#), un mois plus tard, le [29 nov. 02](#), [CKFT](#) a déposé une action en justice à [West London County Court \(WLCC\)](#), contre moi et 10 autres LSHs - soit [un total de 14 appartements](#) - pour la somme demandée dans la demande ci-dessus de [juil. 02](#).

J'ai immédiatement informé la cour de la procédure [au tribunal](#), et ai demandé que [l'action en justice soit par conséquent suspendue](#). J'ai répété ceci **6 autres fois au cours des mois suivants**, y compris par écrit [au tribunal](#), avec copie à la cour, et vice versa - en vain. (Deux notaires représentant d'autres LSHs ont partagé mon point de vue).

En plus de l'abus de procédure, [les juges](#) ont procédé avec l'action malgré : **(1)-** le fait que la '[déclaration de vérité](#)' avait été approuvée par [Joan Hathaway, MRICS, MRJ](#), « *agent de gestion de la propriété* », qui, en vertu des [Règles Civiles de Procédure](#), ne permettaient pas, de ce fait, à '[Steel Services](#)' de s'appuyer sur sa déclaration de cas; **(2)-** ma communication, communiquée (dans [ma Défense du 17 déc. 02](#)) que [le bail](#) fourni avec l'action n'était pas le même que [le mien](#) (Clause (2)(2)(c)(i)); etc.

Les mesures prises par [le tribunal](#) pour limiter la participation des LSHs, ajoutées à l'action en justice, ont fait que j'ai été le principal leaseholder à contester [la demande de Ladsky](#) au tribunal lorsque les audiences de fond ont eu lieu au cours du premier semestre de 2003.

Visant à m'intimider, [Andrew Ladsky](#) m'avait dit, [au début de janv. 03](#) : « *Je vais t'avoir cette année !* ». Et, avant la 1<sup>ère</sup> audience au [tribunal](#), en fév. 03 : « *Meilleure chance pour la prochaine fois !* ». 'N'aimant pas' ma réponse, il a couru immédiatement à [Kensington & Chelsea police](#) (qui fabriqua alors [un « rapport de criminalité](#) » contre moi).

## 1.6 Les conclusions du tribunal de juin 03 s'élèvent à une réduction de £500,000/€615,000 de la somme demandée, y compris le fonds de prévoyance

Les conclusions du tribunal du 17 juin 03 étaient très accablantes pour, entre autre, 'les spécifications' préparées par Brian Gale, MRICS - résultant aux réductions suivantes de la somme initialement demandée :

% de la somme	Rejeté / infraction
23%	Rejeté : « <i>parce que améliorations</i> »
26%	Rejeté : « <i>parce que incapable de prendre une décision en raison du manque de détails / précisions</i> »
19%	Représentant le fonds de réserve. L'avis du tribunal : « <i>le bail envisage de couvrir les travaux proposés</i> » (mais se dit être « <i>légalement incapable</i> » de l'imposer). (Il y avait eu également 'un changement de plan' sur ceci ! cf. lettre du <u>7 juin 01</u> , ci-dessus)

Par conséquent, près de 70% de la somme globale exigée, ou **£500,000/€615,000** - **n'était « pas raisonnable »**.

Toutefois, le tribunal ne s'est pas acquitté de ses obligations légales - en n'incluant pas un résumé de l'impact de ses conclusions « sur la somme globale demandée » - et a refusé mes demandes répétées de le faire. (Les détails ci-dessus sont basés sur l'évaluation par mon expert en immobilier).

**Raison** : parce que 'gênant' pour Ladsky, ainsi que pour les juges qui avaient émis des ordres et jugements contre les autres LSHs (depuis au moins jan. 03) – menant la majorité à payer la totalité du montant exigé dans la demande de juillet 02 (selon les données que l'Institute of Chartered Accountants [comptables] for England & Wales (ICAEW) m'a fournis).

## 1.7 En violation du bail, la majorité des leaseholders avait néanmoins été poussée à payer le montant total - avant que le tribunal n'ait publié son rapport

Comme démontré par la demande à la cour, du 23 mai 03, par Silverstone pour une audience de gestion de l'action, à ce moment là, « **le demandeur [avait] obtenu jugement ou réglé l'action contre tous les défendeurs sauf [4]** »

Le tribunal a publié son rapport *un mois plus tard*. De toute évidence, les LSHs *ne peuvent pas* être facturés différemment, *autre que* sur la base de leur pourcentage fixe des charges de service (liste dans la demande au tribunal) – sur une somme globale - *qui doit être la même pour tous*.

Cela fut confirmé par ex. par le tribunal dans sa réponse du 21 juil. 03 à la lettre du 17 juil. 03 de Silverstone, dans laquelle il demandait au tribunal de déterminer combien je devais payer :

« **Ce n'est pas le devoir du tribunal d'évaluer la contribution payable par un tenant précis, mais seulement de déterminer le caractère raisonnable ou non, des charges de service dans leur ensemble à inclure sur le compte de charges de service, à partir duquel sans aucun doute vous pouvez évaluer la proportion attribuable à ce tenant particulier** »



Cela m'a laissé avec un rapport quasi-inutile qui m'a coûté £30,000/€37,000 en frais de conseillers - pour une demande injustifiée de £14,400/€17,700. (Ainsi qu'un « [résumé de l'affaire](#) » sur la base de données en ligne du tribunal qui est hautement diffamatoire, car [il m'accuse](#) – d'une « [augmentation \[fictive\] de 6% des coûts](#) »).

### **1.8 En août 04, nomination d'un nouvel entrepreneur en violation des procédures de consultation (qui réduisait la somme globale pouvant être exigée à £8,740/€10,800), et ignorant totalement les conclusions du tribunal**

Ce qui s'est passé s'est avéré être académique parce que, comme les conclusions du tribunal n'étaient pas 'au goût' de [Ladsky](#), il les a complètement ignorées. (Souvenez-vous de ses affirmations dans sa lettre du [25 jan. 01](#), ci-dessus). Il a obtenu l'action contre le dernier vaillant LSH le [2 aug. 04](#), dans [Wandsworth County Court](#).

Dans 'sa' lettre du [2 aug. 04](#), [Barrie Martin, FRICS, MRJ](#), a communiqué la nomination d'un nouvel entrepreneur, [Mansell Construction Services](#) - sans consultation légale requise - et a ignoré les conclusions du tribunal. Cela signifiait que **le maximum qui pouvait être légalement exigé de chaque LSH était de £250/€305, soit un total de £8,750/€10,800 pour l'immeuble – comparé aux £500,000/€615,000 qui ont été payé - et gardé.**

### **1.9 À partir de septembre 04, la construction du penthouse qui « n'allait pas être construit », « parce que ce n'était pas une proposition réalisable », a été décrite par « remplacement de toiture d'asphalte » ; 3 autres appartements ont également été ajoutés**

Au début « [des travaux](#) », en [Sep 04](#), [Mansell](#) a procédé à la démolition de toute la toiture de l'immeuble afin de construire [un penthouse qui s'étend sur toute la longueur et la largeur de JH](#) - décrivant ses travaux comme « [remplacement de toiture d'asphalte](#) »

(Basé sur le [dossier du registre foncier](#), l'appartement a été vendu pour £3.9m/€4.8m. 18 mois plus tard, il était sur le marché [pour £6.5m/€8m](#)). Les travaux ont aussi inclus [l'addition de 3 autres appartements](#) - portant le total à 39.

Avant et pendant les audiences du [tribunal](#), [le gang Ladsky](#) a menti à plusieurs reprises aux LSHs et au tribunal (comme il l'a fait à [la cour](#)) sur, entre autres, la véritable nature des travaux, affirmant qu'ils étaient « [conforme au bail](#) » : c'est à dire « [entretien, réparations et remplacement si nécessaire](#) » (tout en ignorant les demandes répétées de détails sur le coût des travaux (par exemple, [ma Déclaration de Témoin du 19 oct. 03](#) / [page avec ma Déclaration](#))). A noter, compte tenu des résultats :

(1)- dans son rapport de « *témoin expert* » au [tribunal](#), du [13 déc. 02](#), [Brian Gale, MRICS](#), a écrit (paras 3.02, 3.04 et 4.1.4) :

**« Je suis en mesure d'affirmer catégoriquement que la spécification ne fait aucune disposition pour la construction d'un étage supplémentaire, ni aucune exigence future dans l'immeuble pour construire un penthouse »**

**« Je confirme qu'il n'y avait aucune inclusion dans les spécifications ou dans les documents d'appel d'offres visant à améliorer ou à augmenter n'importe quel futur développement potentiel de l'immeuble, soit par le propriétaire à perpétuité ou le propriétaire intermédiaire »**

(2)- Lettre du **4 mars 03** 'de' **Joan Hathaway, MRICS**, donnée au tribunal (para.19) :

« En ce qui concerne le **penthouse...** bien que **l'autorisation de construire ait été accordée, il s'est avéré par la suite que ce n'était pas une proposition réalisable... il n'y a pas de plans de construction d'un penthouse à la propriété.** »

À partir de janvier 02, ils avaient, de même, répété sans cesse **dans leurs communications** que « **le toit avait besoin d'être remplacé** » et que « **les travaux [étaient] urgents** ».

### **1.10 Mon acceptation de 'l'offre PART 36' d'octobre 03, de £6,350/€7,800 (contre la demande £14,400/€17,700) a néanmoins été suivie par une répétition de la demande originale de juillet 02**

Après un an de lutte **en cour**, par le biais de **CKFT, Ladsky** m'a fait '**une offre PART 36**', le **21 oct. 03**, de **£6,350/€7,800** (contre **les £14,400/€17,700 exigé**). Bien que, légalement, je ne devais pas plus ce montant, dans ma lettre du **19 déc. 03**, je l'ai accepté « **afin de mettre fin à cette dispute** ». Après 6 mois de plus de lutte, **CKFT** m'a finalement émis un accord (Consent Order), daté **1 juil. 04**, approuvé par **la cour**.

Trois mois plus tard, **Hathaway, MRJ**, m'a envoyé **une facture, sans preuve à l'appui, pour £14,400/€17,700**. Le fait que je l'ai ignoré, parce que je savais que c'était frauduleux, a conduit à **une relance 3 semaines plus tard**, à laquelle un supplément de £1,000+ avait été ajouté – et toujours, sans aucune preuve à l'appui. Le fait que je continue à l'ignorer, a conduit, **14 mois plus tard**, à **une autre facture** qui était **£10,000/€12,300 de moins** (£5,625/€6,920) - encore **sans** aucune explication. Je l'ai également ignoré.

C'en était trop ! En espérant que j'aurais plus de chance avec 'les régulateurs' que je n'avais eu, entre autres, avec **le tribunal, les cours** et **la police** de Sa Majesté, **j'ai déposé des plaintes** auprès de : **Royal Institution of Chartered Surveyors (RICS) contre MRJ, la Chambre des Notaires (Law Society) contre CKFT**, etc. - me conduisant, au cours des 2 années suivantes, dans de nombreuses, vaines batailles à détruire l'âme (**Overview # 7**).

### **1.11 'Le châtement' pour mon site web s'est traduit, en février 07, en une menace « de faillite et de dépossession de mon appartement », suivie par une action en justice qui s'est terminée par un Avis de Désistement de « TOUTES les demandes » ; la cour ne m'a accordé que 30% de mes frais.**

Après avoir fait face, pendant 5 ans, à un mur gigantesque d'yeux aveugles et d'oreilles sourdes, de désespoir extrême, **j'ai lancé mon site web en septembre 06**. Je l'ai fait, en espérant naïvement que cela mettrait la pression pour résoudre ma situation, me conduisant ensuite à le fermer dans un délai de quelques jours, au plus quelques semaines - et puis quitter ce Royaume insulaire comme je voulais le faire depuis 2003. Je rêvais !

**Andrew Ladsky** a employé un autre de ses notaires, **Jeremy Hershkorn qui, à cette époque, était à Portner et Jaskel**. Par de fausses accusations contre moi, ainsi que des menaces à mon hébergeur de site web, **en octobre 06**, Hershkorn a réussi, **au nom de « [son] client »**, à obtenir la fermeture de mon site - en dépit de **mon défi**.

Incapable de pouvoir répéter leur succès avec mon actuel (et inestimable) hébergeur de site américain (HostDime), **Ladsky** a demandé à **Hershkorn** de **m'envoyer une demande de £9,000/€11,000**, du **16 fév. 07** - au nom d'une société, « **Rootstock Overseas Corp** », dont je

n'avais *jamais* entendu parler à l'époque - et m'a menacé de « **faillite, de dépossession de mon appartement et de frais** » si je ne payais pas immédiatement la somme exigée.

Ignorant ma réponse que je n'avais jamais entendu parler de la société, et qu'aucune information d'appui avait été jointe, **Hershkorn mis une action en justice contre moi, datée 27 fév. 07 dans West London County Court** – action qui avait : 2 demandeurs différents ; chacun prétendant être 'mon propriétaire' ; chacun exigeant un montant différent de moi : **£10,300/€12,700, et £9,000/€11,000** ; chacun représenté par un cabinet de notaires différent.

(En tant que plaideur en personne), dans mes documents à la cour et à Portner j'ai soulevé les problèmes ci-dessus **11 fois durant une période de 16 mois (Portner # 33)**. Déterminés à assurer l'action contre moi, TOUS ont continué à les ignorer, y compris mon affirmation à maintes reprises que je n'avais pas l'information à laquelle j'avais légalement le droit afin de me défendre contre l'action - alors que j'ai également identifié de nombreuses violations de la législation, de mon bail, et de règles de procédures civiles.

Néanmoins, j'ai quand même réussi à écrire une **Déclaration de Témoin** 'knock-out', datée le **3 juin 08** (soutenue par 243 documents) qui a abouti le **6 juin 08 à un Avis de Désistement de « TOUTES les revendications [contre moi]** » - sans donner de raison.

Mon dépôt d'une procédure pour mes frais (ce qui n'était manifestement pas attendu) a mené Ladsky – Portner à prétendre qu'ils avaient abandonné l'action contre moi parce qu'ils venaient 'juste de réaliser' (16 mois plus tard !) qu'ils l'avaient poursuivi « sous une fausse entité » (para.1.4).

En dépit de ce qui s'était passé, le 30 janvier 09, me refusant le droit de me référer à mon document principal, **la Supreme Court Costs Office** m'a accordé seulement 30% (£2,500/€3,000) des frais que je réclamais - et aucune autre compensation. (J'avais 'osé refuser 'l'offre' dérisoire de Ladsky).

### **1.12 D'autres éléments du 'châtiment' ont inclus, en mars 07 : le traitement scandaleux par la police des 'données' d'une « plainte » contre moi par Andrew Ladsky ; décision par mon employeur de l'époque de se joindre à la meute pour m'infliger un régime concerté de harcèlement psychologique criminel - qui m'a amené à démissionner en janvier 08**

Déterminé à obtenir la fermeture de mon site web, 2 semaines après le dépôt de l'action en justice contre moi du 27 fév. 07, Andrew David Ladsky a également déposé « *une plainte* » contre moi auprès de la police de Notting Hill. *Sans jamais me contacter*, la police a traité, le **15 mars 07**, un « **rapport de criminalité** » dénué de tout fondement qui est un tissu de mensonges et fausses accusations hautement vicieuses contre moi.

La police m'a également accusée – sans preuve à l'appui - auprès de mon hébergeur de site web, d'avoir « commis un crime », et d'être « une Nazi », « en raison de mon origine franco-allemande ».

(Dans le cadre de mon action en justice de 2011 contre la police, dans la cour Queen's Bench Division, au sujet des « *rapports de criminalité* », j'ai découvert, parmi de nombreux faits que, dans le « rapport de criminalité 2007 », la police décrit Andrew David Ladsky comme étant « **la victime vulnérable [qui] se sent intimidée par [moi]** »(!!!).

(Comme dans le cas des 2 autres « *rapports de criminalité* » : ([ma plainte de 2002](#), et la « *plainte* » de [Ladsky de 2003](#)) – jusqu'à ce jour – la police *ignore mes preuves irréfutables* contre le contenu de ses rapports – parce que [les juges de la Queen's Bench Division lui ont donné le feu vert](#) pour continuer le traitement des rapports - [en violation de la législation, c'est-à-dire de mes droits](#). De même, les juges ont fait cela en punition de mon site web).

(Dans [sa Défense](#) à [mon action en justice](#), la police a également menti, sous serment, au sujet de ma plainte de harcèlement d'octobre 10. [J'ai pu le prouver](#), car [j'avais enregistré la conversation](#) au poste de police) (enregistrement : [Overview # 17](#)).

Faisant partie de 'l'Établissement' (pouvoir effectif) ([référence, livre](#)), mon employeur de l'époque, [KPMG](#) ([Overview # 14](#)), a convenu avec le trio de [police](#), [juges \(Kangaroo courts\)](#) et [Ladsky](#) que 'mon audace' à exposer leurs actions criminelles sur mon site web justifiait me mettre 'hors action'.

Ayant la place idéale pour le faire, **en fév. 07, [KPMG](#) a joint le trio en concoctant un régime concerté extrêmement vicieux et cruel de harcèlement psychologique criminel ([Persécution # 1](#)) contre moi**. Pour couvrir l'impact que ses actes allaient avoir sur moi, ainsi que me blâmer pour les événements, la stratégie machiavélique de KPMG reposait sur les actions horribles que les trois autres prenaient contre moi.

Le **30 mars 07**, KPMG m'a informé « ***qu'en raison de la communication de M. [Ladsky](#) affirmant que votre site web contient des commentaires antisémites*** », il coupait mon accès à l'internet.

Affirmant que Ladsky avait été en contact fréquent avec KPMG, KPMG *ne m'a pas* fourni de preuve, et a ignoré mon défi de l'accusation. Comme dans le cas de la réunion précédente du 13 fév. 07 (qui a marqué le début des mesures contre moi : [mes notes](#) de cette réunion, et la 'réponse' du [7 mars 07](#)), [KPMG](#) **ne m'a pas fourni de notes suite à cette réunion**.

Après une bataille, **sept mois plus tard**, KPMG m'a donné cette lettre de Ladsky, datée du [26 mars 07](#). Bien que très caviardée, elle démontre que Ladsky a fait une série d'autres fausses accusations contre moi, extrêmement vicieuses, malveillantes et diffamatoires. **KPMG savait que les accusations étaient fausses**. Entre autres, par le biais de **McGrigors**, une firme de notaires précédemment associée avec KPMG, qui, à cette époque, avait [regardé 84 pages de mon site](#). (Je n'ai révélé cette preuve qu'au moment du lancement de [la page KPMG](#), en 2015).

**Dans le but de m'abaisser, pendant 24 jours, KPMG a également coupé - délibérément - mon accès à l'ensemble du réseau informatique interne**. Traitée comme si j'étais une criminelle, et ne pouvant faire mon travail, j'ai passé la majeure partie d'avril 07 à sangloter de manière incontrôlable à mon bureau, me menant à voir mon médecin qui m'a prescrit des tranquillisants et un antidépresseur ; (il s'est ensuite mis du côté de KPMG : ma lettre, datée [10 avr. 08](#)).

KPMG a seulement rétabli mon accès au réseau après m'avoir fait signer une lettre, datée [23 avr. 07](#), « ***acceptant d'avoir interdiction d'utiliser l'internet*** ».

**Poursuivant son motif très sinistre de m'avoir 'officiellement' déclarée comme 'souffrant de problèmes mentaux'**, en même temps qu'il m'infligeait son régime d'harcèlement

psychologique, [KPMG 'm'offrait l'assistance de ses services de santé'](#). N'ayant pas réussi à me faire mordre sur l'un de ses crochets, KPMG m'a soumise à d'autres formes de harcèlement psychologique.

(Comme cela avait été prévu) la soi-disant 'évaluation annuelle de mon travail' a été l'occasion de sceller mon destin. KPMG a *refusé* de reconnaître les événements qui m'avaient empêché de faire mon travail – et que j'avais saisis sur les [pages 22 et 23 de mon formulaire](#).

Utilisant un soi-disant « *feedback sur [ma] performance* », daté [5 août 07](#), qui avait été fabriqué, KPMG m'a accusé « *d'avoir laissé mon problème personnel affecter mon travail, et par conséquent d'avoir des répercussions sur l'équipe* ». KPMG m'a aussi dépeinte comme « *manquant d'initiative, de proactivité, de détermination, de ténacité, et d'aptitude à former des liens de travail* ». (Considérez ces accusations contre : (1)- [le contenu de mon site web](#) ; (2)- [des exemples de commentaires sur ma performance](#), reçus durant mes 9 années précédentes chez KPMG).

Pour sceller son 'évaluation', et me blâmer carrément pour les événements, KPMG m'a donné une note globale « *a besoin de développement* » ([formulaire, pg 24](#)) ([impri écran](#)) et a 'déterminé' que 'j'avais besoin' de pas moins qu'un « *coach de formation* » ([form., pg 17](#)).

(Sachant que KPMG dénierait ce qui s'était passé, **j'ai enregistré secrètement les réunions de 'mon évaluation'** : transcriptions : [9 oct. 07](#) et [24 oct. 07](#)). (Je n'ai révélé cette preuve qu'au moment du lancement de [la page KPMG](#), en 2015).

**Ceci a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.** Pour sûr, KPMG comptait sur le fait que j'étais à 8 ans de ma retraite pour me faire avaler sa pilule empoisonnée. Sachant qu'à cause de cette expérience horrible et extrêmement traumatisante je n'étais pas, psychologiquement, en mesure de chercher un autre emploi, j'ai quand même [démissionné en jan. 08](#). Comme mes économies de vie baissaient très rapidement, je fus obligée de prendre une retraite anticipée. **La conséquence de perdre 8 ans de travail est que j'ai perdu plus de £1 million/€1.23m de salaire potentiel et retraite.**

(En fait, **la perte financière a commencé en été 2002**, car l'impact des actions de Ladsky affectaient ma capacité de travail. J'étais une 'strategic & commercial due diligence manager' dans le service 'Transaction' de KPMG (acquisitions et ventes). Ceci a fait que j'ai été transférée à un rôle de soutien pour les offres de service au niveau international - « *jusqu'à ce que [ma] situation soit résolue* ». Comme je le signale ci-dessus, en 2003, j'ai essayé de le faire - en vain).

**En jan. 08**, KPMG m'a fait **une offre verbale de £62,000/€76,000**. Considérant ce montant comme piètre, et supposant, naïvement, que les dirigeants n'avaient pas connaissance de ce qui avait réellement eu lieu, pour communiquer les événements, j'ai déposé une plainte, datée [17 jan. 08](#). Quatre mois plus tard, **KPMG l'a rejetée dans sa 'réponse'**, datée [22 mai 08](#).

Plus de tactiques sournoises par KPMG, suivit de son silence, m'ont amenés à déposer une action en justice, datée [3 avr. 08](#), contre KPMG, au [tribunal du travail de Stratford](#). Dans sa [Défense](#) (non datée) (envoyée le 17 juin 08), **utilisant une litanie de mensonges, KPMG a demandé que ma réclamation soit « radiée »**.

Alors que le tribunal avait pris contact avec [ACAS](#), aucun processus de conciliation n'a eu lieu.

Informée par ACAS à la fin août 08 que ces « *tribunaux du travail ne traitent pas de réclamations sous la loi sur le harcèlement 1997* », j'ai retiré ma réclamation [en sep. 08](#) avec l'intention de la déposer à la High Court.

Cependant, compte tenu de mon expérience, alors en cours avec West London County Court, suivie par mon expérience avec la Supreme Court Costs Office ([Overview # 11 et # 12](#)) – j'ai conclu qu'il *ne valait pas la peine* que je le fasse – parce que les juges *continueraient* à me dénier justice et réparation. (J'avais raison : cela m'est arrivé pour la 6ème, 7ème et 8ème fois, en 2011... PAR des juges de la High Court ! ([Overview # 18.2](#))).

### **1.13 En juillet 10, j'ai reçu une demande sans aucune information de support pour £24,000/€29,500. Ignorant ma correspondance, d'autres demandes, toujours sans justificatif, ont été ajoutées depuis**

En juillet 10, [MRJ](#) m'a envoyé [une demande de £24,000/€29,500, sans justificatif](#), et [a continué à envoyer cette demande \(MG Background\)](#) 'en réponse' à mes demandes répétées de preuve. La moyenne annuelle s'élève à 3.6 fois le montant (arnaque) *avant* le début des « *grands travaux* » qui comprenaient [la rénovation de l'immeuble, y compris un nouvel ascenseur \(il devait atteindre le nouveau penthouse !\), une nouvelle chaudière \(prétendue\), etc.](#)

('Prétendue' parce que en fait, la chaudière n'a pas été remplacée ([en dépit d'être payée](#), y compris par moi, comme mentionné ci-dessus) - car cela a été fait *12 ans plus tard*, [en avril-mai 14](#) (à [un coût de £180,000/€221,000](#)) – menant [Martyn Gerrard](#) à me demander de payer de nouveau ([Notices # 5 et # 6](#))).

Au début de 2011, [Martyn Gerrard](#) a pris le relais de MRJ. Depuis, il a continué sur ses pas : demandes de plus en plus élevées sans preuve à l'appui (je *n'ai pas eu* de comptes conformes à [mon bail](#) depuis [1993](#) = **plus de 20 ans !**), rajoutées à celles de son prédécesseur ; ignorant ma correspondance.

Actuellement, [le montant s'élève à plus de £40,000/€49,000](#) - et inclut des « **sanctions pour non-paiement** » de?... *toutes* les demandes frauduleuses !

Sachant que [le gang Ladsky](#) (avec ses supporters derrière) préparaient la prochaine attaque (mon hypothèse: intention d'utiliser [la loi barbare de non-paiement \(de £350/€430 pendant 3 ans\)](#) pour me déposséder de mon appartement - dans l'une de [ses cours-aveugles-à-l'évidence-et-à-la-loi \(kangaroo courts\)](#)) - (par exemple, diminutions importantes, inexplicables des « *charges de service* » ; 'une [consommation négative d'électricité](#)' (oui!)) ([MG # 17](#))...

...- dans mon courrier du [10 fév. 14](#) : j'ai couvert TOUTES ses demandes depuis juillet 10 ; ai joint un chèque (uniquement) pour le montant d'électricité que j'ai calculé, et ai inclus [un avis légal](#) concernant l'identité de 'mon propriétaire'.

Presque 2 ans *plus tard*, [Martyn Gerrard](#) *n'a pas répondu* (ni encaissé mon chèque dans le délai statuaire) – de fait donnant appui irréfutable à mon hypothèse ci-dessus - ainsi qu'aux conclusions contenues dans mon courrier. 'Bien entendu', depuis, [il a rajouté à la somme demandée](#).

## 1.14 Depuis 2002, Andrew Ladsky me fait traquer, harceler et persécuter et, depuis 2005, a été rejoint en cela par la police et service liés - comme si j'étais une terroriste

Parallèlement, [depuis au moins 2002](#), [Ladsky](#) me fait traquer, harceler et persécuter – le faisant lui-même le [7 mars 02](#). A ceci a été ajouté, [depuis l'été 2005, la police et services liés](#). (Cela coïncidait à l'époque où je me battais sur plusieurs fronts dans le cadre de mes plaintes) ([Overview # 7](#)).

[L'évidence](#) que j'ai capturée sur mon site web ([quelques photos d'exemple](#)) démontre que cela a lieu quotidiennement, et que les deux parties fonctionnent comme une équipe entièrement intégrée. La **même chose** se passe lorsque je suis **à l'étranger**. (Ma lettre du [25 nov. 14](#) au [Ministre de l'Intérieur](#) – et compagnie).

(Le [15 juin 09](#), on m'a 'délivré' une menace de mort : « [Profitez de votre vie. Vous n'avez pas longtemps à vivre](#). » Le [14 juin 14](#), un autre vaurien m'a 'délivré' une menace de mort implicite [devant mon appartement \(YouTube\)](#)).

(Mon appartement, où je suis soumise à un harcèlement continu, est délabré par [des inondations répétées, criminelles \(YouTube\)](#) - y compris par le fait que [Banham, mon fournisseur de « serrures de sécurité »](#) a donné la clé de mon appartement à [Ladsky](#) (j'en conclus « [à la demande de la police \[de Kensington\]](#) » : [Persécution # \(1\)\(4\) – Ex. # 16](#)).

[En 2013](#) (résumés et graphiques en début de page), il y a eu une augmentation massive d'utilisation des hélicoptères de la police pour me traquer, me harceler et me persécuter (la distribution des attaques est en corrélation avec ma revue [des pages juridiques](#) sur mon site web). Ce harcèlement s'est poursuivi [en 2014](#), et continu en [2015](#) (résumés et graphiques aussi en début de page), **avec la même détermination aveugle 'de m'avoir'**.

'La surveillance' inclut aussi, entre autres, **les interférences avec [tous mes moyens de communication](#)**, y compris l'interception et la rétention permanente d'éléments importants.

En outre, [au début de 2014 \(3 fév. 14\)](#), **l'État britannique a piraté mon ordinateur** (pas pour la première fois), et **a tenté de supprimer mon site web**. (Il a également causé d'autres problèmes). (Souvenez-vous de son échec, ci-dessus, en 2007, lorsqu'il a essayé de forcer mon hébergeur de site à le fermer) ([Overview # 13](#)).

## 1.15 Ma requête de janvier 12 à la Cour Européenne des Droits de L'homme pour mettre fin au traitement des soi-disant « *rappports de criminalité* » a été rejetée - en violation de la Convention européenne

Ma requête du [26 janv. 12](#) à la [Cour Européenne des Droits de L'homme \(CEDH\)](#), (à l'époque, sous présidence britannique) couvrant principalement les soi-disant « *rappports de criminalité* » (mais dans laquelle j'ai également couvert en partie 'la surveillance') fut, dans une lettre du [6 juin 12](#), rejetée par UN juge (de Malte) - *sans* donner de raison - violant ainsi [l'Article 45 de la Convention européenne](#).

[Ma demande à la cour](#) pour une évaluation de mes conclusions a été [déformée](#), et [mes 'appels à l'aide'](#) à un niveau supérieur ont été rejetés, 'parce que' « [ne peut pas s'ingérer dans les décisions judiciaires](#) ». (Mon point de vue est que la seule chose qui soit « *judiciaire* » est un juge (et autres) qui a décidé qu'il pouvait s'exonérer du respect de la Convention).

## 1.16 Le coût financier pour moi

**Le coût financier pour me défendre** contre les actions en justice et demandes frauduleuses, et tenter de faire cela dans le cas des « *rapports de criminalité* » et de la 'surveillance' illégaux : **plus de £150,000/€185,000** de mes économies de vie très durement gagnées.

Les autres coûts sont ÉNORMES – et pas des moindre, ***m'avoir détruit totalement ma vie depuis 2002 - et continuer à le faire*** - y compris **la perte de plus de £1 million de salaire potentiel et retraite** ; mon principal actif financier, mon appartement, menacé de demandes frauduleuses de plus en plus élevées (étant donné mon expérience jusqu'à ce jour avec les cours et la police ([Overview # 19](#)), ainsi que délabré progressivement par [actes malveillants \(YouTube\)](#) ; être soumise à [la persécution continue](#)...

...- **tout en étant déniée de plusieurs reprises, et systématiquement, mes droits d'accès à la justice, la réparation et la protection** - *en dépit* du fait que j'ai payé plus de £500,000/€615,000 en impôts depuis mon arrivée dans ce pays.

## 1.17 Profil des principaux intervenants dans mon cas – jusqu'à présent

Pour les **parties principales** impliquées à faire cela contre moi – **jusqu'à présent** - (pour autant que je sache) voir [Persécution # 6](#). En plus d'[Andrew David Ladsky et son gang](#), elles comprennent, entre autres :

- [12 ministres du Cabinet](#) (alors que [3 Premier Ministres](#) ont ignoré mon 'appel à l'aide') ;
- [2 autres membres du Parlement](#) (et [16 autres](#) qui ont ignoré mon 'appel à l'aide') ;
- en GB : 10 juges + un comité de tribunal de 4 membres, et un chef de tribunal ([kangaroo courts](#)) ; plusieurs 'clercs', ainsi que d'autres dans [le Service de Réclamations - cours](#) ;
- à la Cour Européenne des Droits de L'homme : [2 juges](#) (y compris, à l'époque, le Président britannique de la cour) ;
- [9 notaires et avocats, et 2 'régulateurs'](#) ;
- 2 commissaires de la police métropolitaine, 4+ commissaires divisionnaire, 1 inspecteur de police divisionnaire, 2+ inspecteurs, 2+ enquêteurs, 3+ agents de police, 1 agent de soutien de communauté, 1 chef d'un organisme de control de la police, ainsi que 2 'régulateurs' de la police ([page sur la police](#)) ;
- 3 médiateurs ([Local government](#) ; [Parliamentary](#) ; [Legal Services](#)) ;
- [4+ dans une mairie](#) ;
- [5+ experts en immobilier](#), et 1 'régulateur' ;
- [2 comptables](#), et 1 'régulateur' ;
- [Mon ex. employeur](#) ;
- [3+ docteurs](#).

À ceux qui me disent, (motivés par raison quelconque) : « *Il y a de bons juges et officiers de police* » - ma réponse est : comme il est très amplement démontré par mon expérience – en tant que VICTIME DE CRIME TRÈS ÉVIDEMMENT INNOCENTE...



...au cours de (jusqu'à présent) [6 procédures différentes en cour et dans un tribunal sur une période de 9 ans](#), ([Overview # 19](#)) et de [mes nombreux contacts avec la police depuis 2002](#), y compris après [mon action en justice d'avril 11](#) - ajoutée à des centaines au cours des années qui, me voyant dans la rue, portant [mon T-shirt](#) - ont prétendu ne pas me voir: JE N'EN AI MÊME PAS RENCONTRÉ UN.

Et, à ceux qui, après avoir lu ce résumé, sont encore 'choqués' par mon utilisation, sur mon site web, des mots 'satanique', 'vermine', et autres mots dans le même style, je dis : vous venez d'un monde qui est à des millions de kilomètres du mien, et / ou faites partie du groupe de personnes qui agissent contre moi.

### 1.18 LA BASE de leurs actions / absence d'action ?

[Andrew David Ladsky](#), un escroc Rachman (\*), d'une extrême cruauté, sadisme et perversion, avide d'argent et vampirique – décidant qu'il était 'en droit' [de s'octroyer un gros lot de plusieurs millions d'Euros](#) – en utilisant [l'extorsion](#), [la persécution](#), etc. - à mes dépens (et ceux des autres LSHs)...

...ce à quoi tous ceux dans cette armée d'acolytes on dit :

Oui, bien sûr ! O' Grand Seigneur!...



...parce que ce Royaume insulaire s'est vendu au crime, et de ce fait, est maintenant contrôlé par le crime, pour le bénéfice du crime.

Le laissant, ainsi que [son gang](#), se tordre de rire à mon nez depuis 2002 – EN DÉPIT DES PREUVES ACCABLANTES CONTRE EUX DE CRIMINALITÉ - et à utiliser au maximum la carte blanche [qui leur ai accordé](#) par ce Royaume insulaire [pour me persécuter à volonté](#) - et donc, au mépris total de [mes soi-disant 'droits'](#).

(\*) Définition dictionnaire « *Rachmanism : Exploitation et intimidation de locataires par un propriétaire sans scrupules afin d'obtenir leur départ ; le fameux landlord, [Peter Rachman](#), des années 1960* »

(NB : Pour faire ce que [Andrew David Ladsky](#) a fait - [pour gagner £500,000/€615,000 \(My Diary 6 mai 08\)](#) – ce n'est pas 'M. grosse pointure' – n'est ce pas ? Donc : pourquoi le soutien fidèle ? ([Overview # 19](#)).

Parce qu'il est 'juif' ? (e-mails 'de' [la police de Notting Hill](#) : [16 mar. 07](#) ; [20 mar. 07](#) ; [Persécution, au-dessus de # 6.1](#))), et / ou parce qu'il est un Franc-maçon qui - en raison de ses *propres actions* - a exposé d'autres Francs-maçons ([Persécution # 6](#)) qui, lâchement, s'en prennent à moi plutôt qu'à lui?).

Et enfin - **PAR CONTRASTE** : la police et la justice de Sa Majesté ont envoyé un homme souffrant de troubles mentaux et de problèmes physiques en prison (où il est mort) « [pour avoir volé un bonhomme en pain d'épice d'une boulangerie qui avait été pillée](#) ».

([Exemples d'autres articles sur la police et les cours de sa Majesté](#))